

La crise sociale

Mise à jour 13h45

Florange : des licenciements secs "évitables" selon ArcelorMittal

Créé le 01-10-2012 à 05h41 - Mis à jour à 13h35

Obs Par Le Nouvel Observateur
avec AFP



La direction annonce dans un communiqué accepter la cession éventuelle des hauts fourneaux de Florange.

Mots-clés : François Hollande, Jean-Marc Ayrault, Aurélie Filippetti



Des salariés bloquent le site de Florange, le 8 mars 2012. (POL EMILE/SIPA)

Le groupe sidérurgique ArcelorMittal estime lundi 1er octobre qu'il pourrait être "possible d'éviter tout licenciement sec" dans le processus de fermeture des hauts fourneaux de son site de Florange (Moselle) officialisé lundi, qui concerne 629 personnes.

"La société a conscience de l'impact de cette annonce pour les salariés concernés et pour leurs proches", mais les licenciements secs sont évitables "en recourant aux différents dispositifs existants - notamment les programmes de mobilité et d'accompagnement individuel", assure le groupe. ArcelorMittal annonce, dans un communiqué, accepter la cession éventuelle des hauts fourneaux de Florange.

SUR LE MÊME SUJET

- » FO à Florange : "Réfléchissez Monsieur Montebourg, nationalisez !"
- » ArcelorMittal : Florange ne veut plus entendre parler de promesses
- » Montebourg exclut toute nationalisation de site de Florange
- » Les salariés de PSA adressent un carton rouge à Montebourg

ArcelorMittal décide de fermer les hauts fourneaux

La direction d'ArcelorMittal a décidé de fermer les hauts fourneaux du site de Florange et donne 60 jours au gouvernement pour trouver un repreneur, ont annoncé les syndicats. Un comité central d'entreprise (CCE) a démarré en début de matinée avec un seul point à l'ordre du jour : "Information sur la situation économique et industrielle d'ArcelorMittal Atlantique et Lorraine".

ArcelorMittal justifie l'arrêt des hauts-fourneaux de Florange, après ceux de Gandrange, par une forte baisse de la demande d'acier dans le monde et un coût de production trop élevé en Europe.

Deux mois pour trouver un repreneur

"Ils laissent deux mois au gouvernement pour trouver un repreneur pour la filière liquide, y compris la cokerie", a indiqué Xavier Le Coq (CFE-CGC), alors que le CCE était encore en cours, Jean-Marc Vecrin (CFDT) précisant que le délai démarrait au 1er octobre.

Ce délai répond à une demande du gouvernement. Dimanche soir, le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg avait indiqué avoir "posé des exigences". "Nous avons demandé que, s'il prend cette décision [de fermer les hauts-fourneaux, NDLR], il nous laisse deux mois pour nous permettre de rechercher une solution de reprise", avait-il déclaré.

Selon Jean-Marc Vecrin, la direction prévoit de "commencer à travailler sur le plan social avant la fin du délai de reprise", dès le 16 octobre. "Nous sommes très, très déçus", a dit le responsable syndical à la presse lors d'une interruption de séance, jugeant les annonces de la direction "scandaleuses et inacceptables".

Le site de Florange bloqué

A Florange, plusieurs dizaines de salariés ont bloqué lundi matin les locaux de la direction du site, dont ils ont soudé les grilles d'entrée.

"C'est la semaine cruciale: j'en appelle à la mobilisation générale", a exhorté le leader CFDT Edouard Martin.

Le nombre de postes menacés par les décisions annoncées lundi est de 629, selon les syndicats, sur les quelque 2.500 employés de Florange.

"Pas d'investissements annoncés", selon la CFDT

La direction d'ArcelorMittal n'a par ailleurs pas annoncé d'investissements sur le site de Florange lors du comité central d'entreprise, a expliqué le responsable de la CFDT Edouard Martin, présent sur le site de Florange.

"Pour l'instant, il n'y a aucun investissement annoncé", a-t-il déclaré. "Les dirigeants n'ont pas annoncé la réouverture de la ligne 2 d'étamage (production des canettes de soda), a ajouté le responsable syndicaliste, "or le groupe reconnaît que si l'étamage ne redémarre pas rapidement, le packaging [une autre activité du site, NDLR] sera en grande difficulté."

Arnaud Montebourg avait pourtant demandé à ArcelorMittal d'injecter au moins 150 millions d'euros sur la partie du site qu'elle conserverait.

"Marché de dupes"

En arrivant au siège, où un important dispositif policier était déployé, le délégué FO Walter Broccoli a estimé que ce CCE allait signer "l'arrêt de mort officiel" de l'usine de Florange, en Moselle. Le responsable syndical appelé l'Etat à "nationaliser la sidérurgie". "Arnaud Montebourg, ayez un peu de courage", a-t-il lancé à l'adresse du ministre du Redressement productif.

Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, a préconisé de son côté sur France Info une "maîtrise publique" de l'ensemble des activités sidérurgiques à Florange.

Selon Walter Broccoli, "Mittal n'est pas fou, il garde la partie qui lui convient, il sait que la partie hauts-fourneaux est invendable, c'est un marché de dupes".

Nécessité de ne pas scinder le site, pour les syndicats

L'ensemble des représentants syndicaux, venus participer au CCE ont souligné la nécessité de ne pas scinder le site mosellan.

"Ils veulent céder les hauts-fourneaux sans la cokerie. Cela revient à vendre une voiture sans moteur", a commenté de son côté Serge Fuss (CFDT).

"Personne ne rachètera Florange s'il n'y a pas toute l'usine", a dit Xavier Le Coq (CFE-CGC), ajoutant qu'il faudrait trouver une solution pour qu'ArcelorMittal cède toute l'usine".